

*Pouvoir d'emprunt*

**M. McDermid:** Et ils ont reçu la réponse qu'ils attendaient. Pourquoi l'opposition ne s'en satisfait-elle pas?

**Mme Copps:** Ce n'est pas ce qu'ils ont dit lors de l'émission *The Journal*.

**M. Gauthier:** Demandez à vos députés de l'arrière-ban.

**M. le vice-président:** Je demande aux députés d'écouter le discours de celui qui a la parole.

**Mme Copps:** Il ne dit rien.

**M. McDermid:** Monsieur le Président, c'est une impression plutôt agréable. Ça me rappelle l'assemblée législative provinciale. Lorsque je travaillais pour le gouvernement de l'Ontario, les mêmes plaisantins se livraient aux mêmes bouffonneries.

**Mme Copps:** Assiette au beurre.

**M. McDermid:** Ils n'ont fait que déménager ici avec tout leur matériel. Les voilà qui hurlent de nouveau. C'est bien agréable. Ça ne me dérange pas du tout. Je n'ai plus que quelques minutes, mais je voudrais dire que je suis prêt à rentrer chez moi et à parler aux gens de ma circonscription de l'universalité.

● (1500)

Je ne m'inquiète pas du tout de ceux qui ont besoin d'aide, car ils la recevront. Non seulement ce gouvernement s'occupera d'eux, mais ils seront mieux traités qu'ils ne le sont aujourd'hui. C'est une promesse de notre gouvernement, une promesse faite pendant la campagne et à laquelle nous donnons suite au cours de notre mandat. Il n'y a aucun doute à ce sujet.

J'ai travaillé en liaison étroite avec le député de Winnipeg-Fort-Garry (M. Axworthy) lorsqu'il était au gouvernement. Nous avons fréquemment parlé de questions qui nous préoccupaient tous les deux, de questions d'immigration ou autres. Elles n'ont pas été soulevées à la Chambre...

**M. le vice-président:** Je regrette d'interrompre le député, mais ses dix minutes sont terminées.

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry):** Monsieur le Président, je me réjouis de participer à ce débat. Les deux derniers députés conservateurs à prendre la parole nous ont fait comprendre la raison d'être de ce débat. Ils ont démontré que leur parti se fiche éperdument de cette question sociale primordiale qui inquiète au plus haut point de nombreux Canadiens.

Ils ont dit qu'il s'agit d'un problème bidon. Est-ce un problème bidon quand par mégarde le ministre des Finances (M. Wilson) reconnaît de sa façon particulière que le gouvernement entend modifier en profondeur la méthode de versement aux personnes âgées et aux familles? Ce n'est pas l'opposition qui a suscité ce problème, mais bien le ministre des Finances. On nous dit maintenant que c'est un problème bidon. J'imagine qu'on peut logiquement conclure que c'est le ministre des Finances qui est bidon. C'est lui qui a créé le problème et qui l'a jeté sur le parquet de la Chambre. C'est la consternation avec laquelle sa déclaration a été accueillie qui est à l'origine de l'inquiétude qui ronge les Canadiens.

Nous retrouvons cela également dans les observations de la ministre d'État chargée des Finances (M<sup>me</sup> McDougall) qui a parlé de ses commettants d'Eglinton qui, comme elle, sont manifestement obsédés par le désir de réduire le déficit. Elle a

refusé de calmer les appréhensions d'un grand nombre de personnes âgées, d'étudiants et d'enfants de sa circonscription qui risquent de perdre leurs prestations. La ministre n'en a pas soufflé mot. Voilà la raison d'être de ce débat.

L'ennui, c'est que le gouvernement refuse de dire aux Canadiens ce qui se passe. Si ce débat était prévu, c'était pour fournir au gouvernement l'occasion de renseigner les Canadiens à ce sujet. Qu'a-t-il fait? Il a parlé de responsabilité financière. C'est là le mot clé. S'il se met à modifier la structure des prestations sociales, nous savons à quoi il emploiera l'argent. Celui-ci servira à alimenter cette étrange obsession de la ministre d'État au sujet de la responsabilité financière.

Le premier ministre a eu beau déclarer à satiété qu'il entendait pourvoir aux besoins des nécessiteux, la ministre d'État n'en a pas soufflé mot. Elle n'a absolument rien dit des nécessiteux de sa circonscription. Or, il se trouve que je sais qu'ils sont nombreux dans sa circonscription.

La ministre n'était pas prête à dire qu'il valait mieux attendre, qu'avant de sabrer dans les programmes sociaux actuels qui viennent en aide aux pauvres et aux nécessiteux, il valait mieux voir si le gouvernement ne pourrait pas trouver dans l'enveloppe économique de quoi financer les programmes sociaux, quitte à recourir à d'autres formes d'imposition.

Aucun ministre du gouvernement—ni le premier ministre (M. Mulroney) ni le ministre des Finances (M. Wilson) ni le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) ni la ministre d'État (Finances) (M<sup>me</sup> McDougall)—n'a envisagé de dire que pour vraiment résoudre les problèmes de ceux qui sont dans le besoin, le gouvernement devrait se débrouiller pour trouver ailleurs l'argent nécessaire sans pour autant s'en prendre aux programmes sociaux établis. Personne n'a proposé cela. Le problème du gouvernement actuel, c'est qu'il est aveugle. Il a des œillères et sa vision étroite l'empêche d'accorder le moindre intérêt aux programmes sociaux.

Je voudrais citer d'autres raisons pour lesquelles la méfiance règne. La première raison, c'est qu'à chaque période des questions, nous avons droit à des pirouettes verbales incroyables. Le premier ministre déclare un jour qu'il faut comprendre noir quand on dit blanc et l'inverse le lendemain, que l'est est à l'ouest, que l'herbe est bleue et que le ciel est vert, etc. Il dit tout cela avec la sincérité dont il est capable et ce n'est pas beaucoup. Nous sommes censés le croire. Il a accordé en août 1983 une entrevue au *Readers Digest* et voici ce qu'il a dit alors:

L'universalité ne pourra être modifiée que par un comité tripartite de la Chambre. Les objectifs des programmes sociaux devraient être de donner le plus d'argent possible aux gens qui en ont le plus grand besoin et de le faire de façon efficace. Les programmes aident-ils les gens qui en ont le plus besoin? C'est une question qu'il convient de se poser, mais elle est si délicate que je l'examinerai seulement avec l'accord de tous les partis.

Qu'a-t-on fait de l'accord de tous les partis? Le ministre des Finances (M. Wilson) nous dit qu'il a déjà tiré ses conclusions. Il a déjà décidé ce qu'il va faire. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) prépare déjà ses propositions. La ministre d'État (M<sup>me</sup> McDougall) n'en parle pas. Le premier ministre (M. Mulroney), alors qu'il était chef de l'opposition, a déclaré que la question était si délicate qu'il fallait attendre d'obtenir l'accord de tous les partis avant de même songer à en discuter.